
Documents sauvegardés

Lundi 20 septembre 2021 à 11 h 54

1 document

Par Université de Rennes 1

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde

23 septembre 2020

L'information scientifique sous influence

Outil de lutte contre la mal-information et les « fake news », ou instrument d'influence et de mise sous tutelle de l'information scientifique ? Aux côtés de décisions stratégiques pour les universités ...

3

Le Monde

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. sch1



Mercredi 23 septembre 2020

Le Monde • p. SCH1 • 2243 mots

Une Événement L'information scientifique à l'ère du prêt-à-l'emploi

L'information scientifique sous influence

La création d'une « maison de la science et des médias » est inscrite dans le projet de loi de programmation de la recherche présenté le 21 septembre à l'Assemblée. Son modèle britannique, qui fournit des contenus à la presse et au public, est accusé de biais pro-industrie. Enquête de deux journalistes du « Monde », qui consacrent un livre aux nouveaux « gardiens de la raison »

Stéphane Foucart et Stéphane Horel

Outil de lutte contre la mal-information et les « fake news », ou instrument d'influence et de mise sous tutelle de l'information scientifique ? Aux côtés de décisions stratégiques pour les universités et les organismes de recherche, le projet de loi de programmation de la recherche (LPR) pour les années 2021 à 2030, présenté lundi 21 septembre à l'Assemblée nationale, prévoit la création d'une « Maison de la science et des médias » qui nourrit nombre d'interrogations. A l'instar des Science Media Centres (SMC) créés ces dernières années au Royaume-Uni et ailleurs, cet organisme aurait pour vocation de « permettre la mise en contact rapide entre journalistes et chercheurs, favoriser l'accès des citoyens à une information scientifique fiable, et accroître l'apport d'éclairages scientifiques dans les débats publics sur les grands sujets actuels », selon les termes du projet de loi. « A l'heure où la société française est traversée par des courants d'irrationalité et de doutes sur les progrès et les connaissances, le gouvernement fait le choix d'inverser résolument la tendance », expose le projet. Et

ce, afin de « replacer la science et la rationalité scientifique au coeur du pacte social et du développement économique du pays ».

L'inscription au projet de loi de cette initiative est le fruit d'une volonté du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : aucun des rapports des trois groupes de travail ayant nourri le projet de loi ne suggère la création d'un SMC « à la française ». Interrogés par Le Monde, plusieurs de leurs membres assurent que c'est bien le ministère qui est à l'origine de cet ajout. Sollicité, le cabinet de la ministre n'a pas répondu à nos questions.

Sil'instauration de cette « maison », anodine en apparence, pose question, c'est que le SMC britannique, sasource d'inspiration, a été la cible de nombreuses objections depuis sa création. Ouvert à Londres en 2002, il fonctionne comme une agence de communication spécialisée sur les sujets scientifiques et techniques : sur son site Web, il propose aux journalistes des résumés et des « kits de réactions rapides » (roundups & rapid reactions), c'est-à-dire des citations d'experts prêtes à l'emploi qui com-

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 20 septembre 2021 à UNIVERSITE-DE-RENNES-1 à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200923-LM-7403973

mentent l'actualité des publications et les controverses scientifiques du moment. Le SMC fournit aussi des dossiers thématiques clés en main, et organise des briefings dans ses locaux. Très pratique pour les journalistes peu spécialisés travaillant dans l'urgence.

Des « experts » mis en avant

Qui sont ces « experts » mis en avant par le SMC ? Sur quels critères sont-ils choisis ? Interrogé, le SMC n'a pas répondu à nos sollicitations. Des sociologues de l'université de Bath, conduits par David Miller, ont cherché à le savoir. Dans une étude encore non publiée mais dont Le Monde a pu consulter les données, ils ont analysé plus de 6 000 commentaires produits par près de 2 000 experts, publiés entre 2002 et 2013.

En adoptant une définition large du terme « scientifique » (titulaire d'un doctorat en sciences et occupant un poste de scientifique dans les secteurs public ou privé), ils ont constaté que vingt des cent experts les plus mis en avant n'étaient pas des scientifiques. Successivement lobbyiste en chef pour le secteur des biotechnologies aux niveaux britannique et européen, l'une de ces expertes ne détient par exemple aucun diplôme en sciences. Les « experts » promus par le SMC auprès des médias ne sont en outre pas toujours spécialistes des sujets qu'ils commentent. En 2019, le SMC relayait ainsi les commentaires acerbes d'un entomologiste médical à la retraite qui critiquait le dernier rapport d'expertise de la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) l'équivalent du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour la biodiversité. « Ce genre de rapport

me met très mal à l'aise », expliquait l'intéressé, par ailleurs climatocéptique notoire. Sur la question climatique stricto sensu, les chercheurs de l'université de Bath suggèrent cependant que le SMC propose les commentaires de chercheurs académiques reconnus dans leur discipline.

Quant aux thèmes les plus fréquemment abordés (énergie, climat, santé, biotechnologies, agriculture et alimentation), ils reflètent les points chauds du débat public mais également des financeurs privés du centre. Selon les calculs des chercheurs de Bath, un tiers du budget du SMC provenait de financements de l'industrie entre 2011 et 2013 : secteurs pharmaceutique, chimique et cosmétique (AstraZeneca, BASF, Bayer, L'Oréal UK, Sanofi...), agrochimie et biotechnologies (Syngenta, l'organisation de lobbying du secteur CropLife International...), agroalimentaire (Coca-Cola, Unilever...) et énergie (BP, Nuclear Industry Association, etc.).

En 2019, les comptes de l'organisation ne sont toujours pas clairs. Le SMC assure que, pour être « protégé de toute influence induite, les donations de chaque organisation sont plafonnées à 5 % du revenu annuel » du centre, tout en reconnaissant des « exceptions » pour de grosses fondations comme le Wellcome Trust (médecine). Au total, les donations s'élevaient à près de 570 000 livres (630 000 euros). Mais leur répartition présentée par fourchettes de dons très larges (« entre 5 000 et 9 999 livres », « entre 10 000 et 19 000 livres ... ») rend impossible l'évaluation de la part de chaque secteur industriel dans le financement. Parmi les plus gros donateurs (plus de 10 000 livres), on trouvait, en 2019, AstraZeneca, CropLife International, Merck, Sanofi ou encore Glax-

oSmithKline.

Un acteur majeur au Royaume-Uni

Les fondateurs du SMC, un petit cercle de militants étrangement passés du marxisme radical, dans les années 1980, à la promotion de l'ultralibéralisme deux décennies plus tard, ont également fait l'objet de plusieurs enquêtes journalistiques. En 2018, le quotidien The Guardian mettait au jour leurs financements, puisés outre-Atlantique dans les milieux d'affaires libertariens, et les décrit comme la tête de pont, au Royaume-Uni, de la « droite dure » américaine opposée à la défense de l'environnement et à toute entrave à l'innovation technique comme au libre fonctionnement du marché.

Le SMC s'est néanmoins imposé comme un acteur majeur de la communication scientifique au Royaume-Uni. Pour la seule année 2018, il se félicitait d'avoir organisé 60 conférences de presse, rédigé plus de 370 résumés de travaux de recherche, et publié plus de 1 300 commentaires d'experts, lesquels ont été repris plus de 1 500 fois dans les médias britanniques, dans le but de « fournir au public une expertise scientifique précise et équilibrée », selon ses termes.

De fait, de nombreux médias recourent aux citations prêtes à l'emploi du SMC, y compris les plus critiques, comme le Guardian. L'ancienne présidente de l'Association des journalistes scientifiques britanniques (Association of British Science Writers, ABSW), Connie St Louis, a mesuré que, entre 2011 et 2012, plus de la moitié de ces citations étaient reprises par la presse et que près d'un quart de ces articles avaient pour uniques sources des citations proposées par le SMC. Les entretiens des

journalistes avec des chercheurs dans la vie réelle sont peu à peu remplacés par des copiés-collés de citations déjà mises entre guillemets. En presque vingt ans d'activité, le SMC a changé les pratiques journalistiques outre-Manche. « Cela a rendu le journalisme paresseux bien plus facile, témoigne Mico Tatalovic, ancien président de l'ASBW, lui-même auteur d'une enquête sur le centre. A une époque où les journalistes doivent faire toujours plus avec moins de temps et d'argent, cela a en quelque sorte perverti leur travail : ils peuvent simplement rester assis dans leur bureau et se voir proposer des citations que quelqu'un d'autre a obtenues pour eux. »

Pourtant, le concept séduit et s'exporte. Ces dernières années, des SMC ont été créés en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Allemagne, aux Etats-Unis et au Canada, parfois sur des modèles différents. En France, l'inscription d'un SMC à la française dans le projet de LPR suscite des réticences au sein de la profession.

Colloque au Collège de France

« A l'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information [AJSPI], nous avons les plus vives inquiétudes sur le projet de "Maison de la science et des médias" que nous avons soudainement vu apparaître dans la LPR, sans du reste jamais avoir été consultés ou même informés de ce projet, dit le président de l'association, Yves Sciamma, qui précise s'exprimer à titre personnel. Le problème dont souffre l'information scientifique aujourd'hui est que la plupart des médias n'ont pas, ou pas assez, de journalistes scientifiques dans leurs rédactions. Il faut donc qu'ils en recrutent, et certains ont d'ailleurs enfin commencé à le faire. Mais fournir

à des médias scientifiquement compétents une "science officielle" prétriée et prémâchée, conçue pour être "perroquetée" sans critique, ne ferait qu'aggraver la défiance à la fois à l'égard des médias et des résultats de la science. »

L'idée d'un SMC à la française fait son chemin depuis plusieurs années. Elle est l'aboutissement d'un processus qui commence en 2013. Cette année-là, Fiona Fox, la fondatrice et directrice du SMC, se déplace à Paris pour présenter son organisme. Après un passage à l'ambassade britannique, elle se rend notamment à l'Institut des sciences de la communication du CNRS, où l'écourent journalistes, chercheurs en sciences de la communication et responsables des relations avec la presse au sein d'organismes de recherche. L'année suivante, la secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche, Geneviève Fioraso, évoque l'expérience britannique dans un discours, mais l'idée ne prend pas. Et disparaît des radars pendant quelques années.

C'est Virginie Tournay, chercheuse (CNRS) associée au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), qui le remet en selle quatre ans plus tard. En février 2018, la politologue publie sur son blog une tribune intitulée « La culture scientifique est à reconquérir ». Des signatures prestigieuses s'y associent : des Prix Nobel, des membres de l'Académie des sciences, des professeurs d'université, des parlementaires... Le texte déplore une défiance croissante dans l'opinion vis-à-vis de la science mais aussi, et surtout, des innovations techniques. Il demande non seulement la création d'une structure de médiation qui assisterait les médias sur des sujets controversés, mais porte également d'autres messages. Il appelle

par exemple à ne pas « priver un accès raisonné des agriculteurs aux outils de la biologie moderne et aux produits phytosanitaires ». Ou encore à lutter contre le « populisme précautionniste ». Il critique aussi une tendance supposée des organismes de recherche « à donner une forte priorité aux études portant sur les risques tenus de telle innovation plutôt que sur les bénéfices ».

Six mois plus tard, en septembre 2018, le Collège de France offre un cadre prestigieux à une journée d'étude sur le sujet, organisée par le think tank #leplusimportant un cercle de réflexion fondé par un consultant de la firme McKinsey. Le cadre est prestigieux, les invités aussi : la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Frédérique Vidal, le député et mathématicien Cédric Villani ou encore le président du CNRS, Antoine Petit. Sur la plaquette du colloque figurent les logos de plusieurs ministères, d'une dizaine d'universités (Sciences Po, Paris Sciences & Lettres), d'institutions culturelles et gouvernementales, de partenaires de la société civile, comme l'Association française pour l'information scientifique (AFIS), mais aussi d'acteurs privés. Entre l'Association française contre les myopathies et l'ARC, la Fondation Bettencourt Schueller, présidée par l'héritière du groupe L'Oréal.

Pollutions diffuses

Dans la proposition n° 7 issue du colloque, l'idée d'un SMC à la française prend la forme d'une « plate-forme collaborative de ressources en médiation pour les chercheurs » qui pourrait « s'inspirer » du « Science Media Centre britannique ». Impact attendu : une « meilleure gestion en amont des alertes sociales sur des sujets controversés (par

exemple, informer, faire le tri sur les sources contradictoires d'information concernant les études scientifiques portant sur les substances préoccupantes à l'état de trace). Une périphrase qui fait clairement allusion aux pollutions diffuses dues aux pesticides, aux plastifiants ou aux cosmétiques objets d'une intense recherche, et source d'inquiétude pour une grande part de la communauté scientifique compétente. Au même moment, Virginie Tournay, membre du comité d'organisation du colloque, publie sur le site du Cevipof une note qui explicite son projet d'un « Science Media Centre fondé sur l'éducation populaire ». Là encore, référence est faite au SMC britannique. Reste à « proposer un modèle économique » qui garantirait, selon la note, « sa totale indépendance ».

Un point crucial selon Mico Tatalovic. « Lorsqu'un organisme financé par certains intérêts, quels qu'ils soient, issu de l'extérieur du monde des médias, s'impose comme un acteur-clé qui fixe l'agenda ce qui est couvert, quand et comment et finit par devenir le porte-parole autoproclamé de la science, dit l'ancien président de l'Association des journalistes scientifiques britanniques, cela soulève des questions embarrassantes pour tous ceux qui se soucient de la véritable indépendance des journalistes. »

L'idée creuse un peu plus son sillon en mai 2019, avec la publication, dans Le Monde, d'une tribune de Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU), qui propose la création d'un « institut contre les désordres de l'information ». Puis un peu plus encore en février dernier, avec l'organisation, par Mme Tournay, d'une journée au Grand Orient de France avec le Comité Laïcité République, groupe de la principale obédience franc-maçonne.

Dans l'assistance et sur l'estrade : des membres de l'AFIS, d'anciens ministres, des députés, des professeurs d'université, des responsables d'académie... Le chef du département des relations sciences-société au ministère de la recherche est également présent. A-t-il relayé l'idée au cabinet de la ministre ? Selon nos informations, Virginie Tournay y avait de toute façon déjà fait parvenir une note sur le sujet. Malgré des demandes répétées, Mme Tournay, pas plus que le ministère, n'a souhaité répondre aux questions du Monde.